

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20231215-6825-DE-1-1  
Date de télétransmission : 22/12/2023  
Date de réception préfecture : 22/12/2023

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 15 DÉCEMBRE 2023**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE.

**Excusés** : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.  
Monsieur DECLEMY.

#### **Régime de prévoyance complémentaire frais de santé - Participation au financement des garanties pour le personnel relevant du statut FPT**

---

Direction ressources humaines

Rapporteur : M. [REDACTED]

---

Il est tout d'abord rappelé que la Direction de Pas-de-Calais habitat a toujours veillé à faire bénéficier le personnel relevant du statut FPT des mêmes avantages et garanties que les salariés relevant du droit privé, dès lors que la réglementation le permet, afin de limiter autant que possible les disparités entre les deux statuts.

Les membres du Conseil d'administration sont informés que le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et

de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, offre la possibilité aux employeurs publics (qui n'ont aucune obligation à cet égard) de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents en position d'activité, pour qui l'adhésion reste facultative.

Ce décret met en place un dispositif juridique destiné à remplacer les anciennes aides versées aux mutuelles de fonctionnaires territoriaux.

Le dispositif réglementaire prévoit deux possibilités pour les collectivités qui souhaitent participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents :

- Soit une convention de participation conclue entre la collectivité et un opérateur (mutuelle, institut de prévoyance ou assureur) après mise en concurrence des offres. Dans ce cas l'agent est tenu, pour bénéficier de la participation, d'opter pour l'organisme choisi par appel d'offres. Cette option permet aux employeurs de mieux maîtriser leur budget dans la mesure où seules les adhésions auprès de l'opérateur retenu pourront donner lieu à contribution.
- Soit le versement d'une participation sur tous les contrats préexistants labellisés par des organismes agréés (procédure de labellisation). Dans ce cas, l'agent choisit l'organisme labellisé auprès duquel il souhaite adhérer.

Un seul mode de contribution (labellisation ou convention de participation) peut être choisi par risque (santé ou prévoyance) et ce choix exclut toute participation, pour ce risque, via l'autre mode.

La participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics constitue une aide à la personne qui peut être versée soit directement aux agents, soit à l'opérateur, et dont le montant ne peut excéder le montant de la cotisation ou de la prime qui serait dû en l'absence d'aide.

Pour le personnel des OPH relevant du statut FPT, l'adhésion aux garanties de protection sociale complémentaire reste facultative et individuelle (art.88-2 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la FPT).

Le contrat conclu avec la mutuelle APREVA, intégrée ensuite au sein du groupe AESIO, a été résilié avec effet au 1/1/2024.

Pas-de-Calais habitat souhaite maintenir le dispositif de participation prévu pour le personnel relevant du statut FPT (au nombre de 13 agents) permettant la prise en charge partielle de la couverture des garanties en matière de frais de santé, en optant pour la signature d'une convention de participation prévoyant le même niveau de prestation que pour les salariés de droit privé, après mise en concurrence des offres.

Il est précisé que la garantie « allocations frais d'obsèques », qui figurait dans le précédent contrat, ne sera pas reprise dans le cadre du contrat applicable à compter du 1/1/2024. Cette garantie sera désormais prévue, selon le même niveau

(200% du PMSS pour le salarié, son conjoint et ses enfants,) uniquement dans le cadre du contrat souscrit auprès de COLLECTEAM qui assure la couverture du personnel pour les risques « incapacité, invalidité, décès », pour un coût de 0,05 % de la rémunération brute du salarié (contre 9,29 € par mois et par salarié adhérent, dans le contrat avec AESIO) ».

Lors de la CAO du 26 septembre 2023, c'est l'offre du courtier KEREIS qui a été retenue, car elle répondait à toutes les demandes du cahier des charges, ne contenait aucune réserve et était la mieux et la moins disante.

Conformément au décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011, le Comité Social d'Entreprise (C.S.E.) a été préalablement consulté, lors de sa réunion du 7 novembre 2023, sur :

- le champ de la participation : prévoyance complémentaire « frais de santé » ;
- le choix du mécanisme retenu : convention de participation après mise en concurrence ;
- le choix de l'organisme assureur ;
- les modalités de versement et le montant de l'aide.

A l'issue de cette consultation et dans le respect de la réglementation relative à la protection sociale complémentaire des agents publics, le Comité Social d'Entreprise s'est prononcé en faveur de la signature d'une convention de participation avec le courtier KEREIS, d'une participation de l'employeur à hauteur de 51,80 euros et du versement direct de l'aide à l'opérateur.

Conformément au décret précité, l'opérateur peut faire varier son tarif uniquement en cas d'aggravation de la sinistralité, de variation du nombre d'agents, d'évolution démographique du groupe d'adhérents ou de modification de la réglementation.

La présente délibération a pour objet, après consultation préalable du CSE, de déterminer le dispositif choisi, de confirmer le choix de l'organisme, de fixer le montant de la participation versée au bénéfice des agents et les modalités de son versement et d'habiliter l'autorité territoriale à signer la convention.

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88-2,

Vu la Loi n°83-624 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 22 bis ;

Vu le décret n° 2011 -1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le Code des Assurances,

Vu l'avis du Comité Social d'entreprise en date du 7 novembre 2023.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ approuvent la mise en œuvre du dispositif de participation de Pas-de-Calais habitat aux garanties de prévoyance complémentaire « frais de santé » de son personnel relevant du statut FPT
- ✓ confirment le choix de l'organisme
- ✓ approuvent le montant de la participation à la charge de l'employeur et le versement direct de l'aide à l'opérateur.

Décision adoptée à l'unanimité

# CONVENTION DE PARTICIPATION

ENTRE LES SOUSSIGNES

---

L'Office Public du Pas-de-Calais, dénommé PAS-DE-CALAIS HABITAT, dont le siège social est situé 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62022 ARRAS CEDEX, représenté par Monsieur Bruno FONTALIRAND , Directeur Général ,

d'une part,

ET

KEREIS EXPERTISES, courtier conseil, dont le siège social est situé 1 rue des promenades CS30145, 59564 LA MADELEINE LEZ LILLE Cedex, représenté par Monsieur Ludovic NAESSENS, en sa qualité de Président,

d'autre part,

---

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION ET DUREE

PAS-DE-CALAIS HABITAT a lancé, pour son propre compte, une procédure de mise en concurrence en vue de la signature d'une convention de participation pour la mise en œuvre de garanties de protection sociale complémentaire au titre du risque « santé » au profit de ses agents, dans le cadre d'un contrat à adhésion facultative et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011.

Au terme de la procédure de mise en concurrence susvisée, PAS-DE-CALAIS HABITAT a sélectionné la proposition de KEREIS EXPERTISES, courtier conseil, l'assureur du régime étant la compagnie d'assurance ANIPS (partenaire de Groupama Gan Vie), pour la mise en œuvre d'une « Convention de participation pour la santé professionnelle pour ses agents ».

La présente convention de participation est conclue au titre du contrat à adhésion facultative souscrit par PAS-DE-CALAIS HABITAT auprès de KEREIS EXPERTISES.

La présente convention de participation ne constitue pas un marché public.

Le contrat prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2024 à 00h00 pour une durée de 6 ans. Le terme du contrat est donc fixé au 31 décembre 2029 à 24h00 et son échéance au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Outre les conditions prévues au code des assurances modifiées le cas échéant par les dispositions ci-après, le contrat est résiliable, annuellement à compter de la date d'échéance, par courrier recommandé avec accusé de réception, moyennant un préavis de 6 mois pour chacune des parties.

PAS-DE-CALAIS HABITAT est tenu d'informer l'ensemble de ses agents adhérents, du terme de la présente convention ou de sa prorogation.

## ARTICLE 2 – NATURE DES GARANTIES ET TARIFS

Le contrat à adhésion facultative, constitué des conditions particulières (Contrat) et des conditions générales de l'Assureur, souscrit par PAS-DE-CALAIS HABITAT auprès de KEREIS EXPERTISES présente les garanties de Santé Professionnelle complémentaire figurant en annexe.

L'Assureur doit prendre en considération :

- Les obligations liées aux contrats responsables ;
- La réforme « 100% Santé », pour les soins qui seront réalisés en France ;
- Et, plus généralement, toute réforme législative concernant l'assurance santé.

Par ailleurs, l'Assureur devra prendre en compte les formules de garanties suivantes :

- Personne seule
- Personne seule avec enfant(s)
- Couple
- Couple avec enfants
- Retraité seul
- Retraité en couple/avec enfant(s)

L'adhésion des ayants-droits déclarés est facultative.

Le montant des cotisations est fixé de la façon suivante :

- Prix prévoyance santé pour les actifs :

- ✓ Personne seule : 91,61 €
- ✓ Personne seule avec enfant(s) : 108,16 €
- ✓ Couple : 138,95 €
- ✓ Couple avec enfants : 158,19 €

- Prix prévoyance santé pour les retraités :

- ✓ Retraité seul : 109,70 €
- ✓ Retraité en couple/avec enfant(s): 218,62 €

### ARTICLE 3 – ASSURES

Peuvent adhérer, au contrat à adhésion facultative, les :

- Agents titulaires et stagiaires : tout agent en activité au sein de l'OPH,
- Contractuels (de droit public) : toute personne en activité au sein de l'OPH ayant une présence supérieure ou égale à 6 mois au cours des 12 derniers mois, ou un contrat d'une durée initiale supérieure ou égale à 6 mois quel que soit son temps de travail.

Seuls peuvent bénéficier de la participation financière de PAS-DE-CALAIS HABITAT, les agents susvisés qui adhèrent au contrat collectif en activité au sein de l'office. Les retraités ne peuvent pas bénéficier de cette participation financière.

### ARTICLE 4 – PARTICIPATION FINANCIERE DE L'EMPLOYEUR

PAS-DE-CALAIS HABITAT participe financièrement aux garanties du contrat à adhésion facultative souscrit auprès de KEREIS EXPERTISES auquel les agents adhèrent.

Cette participation, sous forme d'un montant unitaire, est versée directement à KEREIS EXPERTISES par PAS-DE-CALAIS HABITAT.

Le montant unitaire par agent de cette participation financière a été fixé à 51,80 € bruts par mois, par délibération du Conseil d'Administration en date du 15 décembre 2023.

Le défaut de versement, par PAS-DE-CALAIS HABITAT, de la participation, entraîne, après mise en demeure restée sans effet, résiliation à la même date de la présente convention et du contrat à adhésion facultative qu'il a souscrit auprès du candidat attributaire. PAS-DE-CALAIS HABITAT est tenu d'en informer ses agents.

## ARTICLE 5 – TARIFICATION

Toute proposition d'augmentation du taux de cotisation émanant de l'Assureur (après analyse des comptes de résultat de PAS-DE-CALAIS HABITAT) devra être communiquée, au plus tard en avril de l'Année N. Ladite proposition devra donner lieu à un échange et un accord entre les parties, soit de l'Assureur d'une part et de PAS-DE-CALAIS HABITAT d'autre part. Les nouveaux tarifs, appliqués au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1, feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Il est à noter que l'augmentation, si elle est acceptée, sera supportée directement par l'agent adhérent, sans une participation aucune de PAS-DE-CALAIS HABITAT.

La revalorisation du taux sera réclamée au plus tard en avril de l'Année N pour l'Année N+1.

Conformément à l'article 20 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, KEREIS EXPERTISES peut faire varier ses tarifs, dans les cas suivants et si le changement revêt un caractère significatif :

- 1) Aggravation de la sinistralité (l'augmentation de la sinistralité est considérée comme significative si elle est supérieure à 25%) ;
- 2) Variation du nombre d'agents adhérents de 20% ;
- 3) Evolution démographique significative de 20% ;
- 4) Modifications de la réglementation (taxes, contributions, autres charges imposées par la réglementation impactant le contrat) .

Au-delà de ces seuils et en fonction des évolutions réglementaires, l'Assureur pourra ajuster la tarification proposée en accord avec PAS-DE-CALAIS HABITAT avec une limite fixée à 10%.

En cas de modification du tarif, PAS-DE-CALAIS HABITAT est tenu d'en informer ses agents.



## ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

### 6.1 ENGAGEMENTS DU CANDIDAT ATTRIBUTAIRE

KEREIS EXPERTISES s'engage à :

- soumettre l'ensemble des garanties définies dans le contrat à adhésion facultative, pendant toute la durée de la présente convention ;
- établir une notice d'information qui définit les garanties, leurs modalités d'entrée en vigueur et les formalités à accomplir en cas de réalisation de la garantie et précise également le contenu des clauses édictant des nullités, des déchéances ou des exclusions ou limitations de garantie ainsi que les délais de prescription ;
- respecter les principes de solidarité fixés aux chapitres I et III du Titre IV du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 ;
- produire à PAS-DE-CALAIS HABITAT, au terme d'une période de trois ans et à la fin de la convention, un rapport retraçant, conformément à l'article 19 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, les opérations réalisées au vu du critère suivant : moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques.

### 6.2 ENGAGEMENTS DE PAS-DE-CALAIS HABITAT

PAS-DE-CALAIS HABITAT s'engage à :

- verser la participation financière conformément aux dispositions de l'article 4 de la présente convention ;
- informer, par tous moyens (internet, affichage sur les lieux de travail, note de service...) l'ensemble de ses agents de la signature de la présente convention, des caractéristiques du contrat collectif souscrit auprès de KEREIS EXPERTISES, ainsi que des modalités d'adhésion à celui-ci, conformément à l'article 19 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 ;
- remettre la notice d'information de la convention à chaque agent adhérent au contrat collectif souscrit auprès de KEREIS EXPERTISES, ainsi que les statuts de KEREIS EXPERTISES, conformément à l'article L.221-6 du Code de la mutualité.

Lorsque des modifications sont apportées aux droits et obligations des agents adhérents, l'OPH est également tenu d'informer chaque agent en lui remettant une notice établie à cet effet par le candidat attributaire.

Tout agent peut, dans un délai de deux mois à compter de la remise de la notice, dénoncer son affiliation au contrat collectif en raison de ces modifications.

## ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des dispositions de la présente convention devra intervenir par voie d'avenant, approuvé dans les mêmes termes par PAS-DE-CALAIS HABITAT.

En cas de modification, PAS-DE-CALAIS HABITAT est tenu d'en informer l'ensemble de ses agents adhérents.

## ARTICLE 8 – RESILIATION DU CONTRAT

La résiliation du contrat collectif à adhésion facultative souscrit par PAS-DE-CALAIS HABITAT auprès de KEREIS EXPERTISES, à l'initiative de l'une des parties, pour quelle cause que ce soit, entraîne de plein droit, à la même date, la résiliation de la présente convention. De même que la résiliation de la convention pour quel que motif que ce soit entraîne la résiliation du contrat collectif à adhésion facultative.

PAS-DE-CALAIS HABITAT est tenu d'en informer l'ensemble de ses agents adhérents.

- Si PAS-DE-CALAIS HABITAT constate que KEREIS EXPERTISES ne respecte plus les dispositions du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, il peut dénoncer la présente convention après avoir recueilli les observations écrites de KEREIS EXPERTISES et doit indiquer à KEREIS EXPERTISES, qu'il peut se faire assister par un conseil ou être représenté par un mandataire de son choix.

PAS-DE-CALAIS HABITAT notifie à KEREIS EXPERTISES sa décision de résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée par PAS-DE-CALAIS HABITAT, laquelle ne peut intervenir avant le dernier jour du mois suivant la réception de cette lettre recommandée, et n'ouvre droit à aucune indemnité.

- Si les critères que le rapport visé au sein de la présente convention (article 6.1) doit contrôler n'ont pas été satisfaits, PAS-DE-CALAIS HABITAT peut résilier la convention.

PAS-DE-CALAIS HABITAT notifie à KEREIS EXPERTISES sa décision de résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée par PAS-DE-CALAIS HABITAT, laquelle ne peut intervenir avant le dernier jour du mois suivant la réception de cette lettre recommandée et n'ouvre droit à aucune indemnité.

- La convention peut être résiliée par PAS-DE-CALAIS HABITAT pour un motif d'intérêt général. PAS-DE-CALAIS HABITAT notifie à KEREIS EXPERTISES sa décision de résilier la présente convention, en précisant le motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée par PAS-DE-CALAIS HABITAT, laquelle ne peut intervenir avant le dernier jour du mois suivant la réception de cette lettre recommandée. Une telle résiliation ouvre à KEREIS EXPERTISES un droit à indemnisation.
- La convention peut être résiliée par PAS-DE-CALAIS HABITAT ou par KEREIS EXPERTISES en cas de non-respect par l'autre partie des engagements prévus par la présente convention. La résiliation est notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et prend effet le dernier jour du mois suivant la réception de cette lettre recommandée. Une telle résiliation ouvre à chacune des parties un droit à indemnisation intégrale de ses préjudices.

#### ARTICLE 9 – PUBLICITE DE LA CONVENTION

PAS-DE-CALAIS HABITAT fait procéder à la publicité de la conclusion de la présente convention, ainsi que des modalités de sa consultation.

Cette publicité est assurée dans les supports suivants :

- publication dans les supports ayant accueilli l'avis d'appel public à la concurrence,
- publication dans une revue spécialisée du secteur d'activité : ARGUS.

#### ARTICLE 10 – DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION ET PRISE D'EFFET DES GARANTIES

La présente convention, signée par l'ensemble des parties, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, ainsi que les garanties qui s'y rattachent.

#### ARTICLE 11 – LITIGES

La présente convention constituant un contrat administratif, la juridiction administrative est seule compétente pour connaître des litiges susceptibles de survenir lors de son exécution.

Ainsi, à défaut de règlement amiable d'un différend né entre les parties portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif d'Arras.

A Arras le ...../12/2023

Fait en ..... exemplaires originaux.

Pour PAS-DE-CALAIS HABITAT

M.....

Pour KEREIS EXPERTISES

M .....

Annexes :

Annexe 1 : Tableau des garanties

Annexe 2 : Contrat à adhésion facultative du candidat attributaire (conditions particulières et générales).

Annexe 3 : Délibération fixant le montant unitaire de la participation financière de l'OPH, approuvant les termes de la convention de participation et autorisant l'organe exécutif à la signer

Annexe 4 : Acte d'engagement établi au terme de la procédure de conclusion de la convention de participation.

# Tableau de garanties

Les montants des garanties, hors prestations forfaitaires en %PMSS ou en €, sont exprimés en incluant les remboursements du Régime Obligatoire de protection sociale

Hospitalisation	BASE
Honoraires	
Médecin adhérent à un DPTAM	200 % BR
Médecin non adhérent à un DPTAM	180 % BR
Actes chirurgicaux	
Médecin adhérent à un DPTAM	200 % BR
Médecin non adhérent à un DPTAM	180 % BR
Forfait journalier hospitalier <sup>(1)</sup>	100 % FR
Frais de séjour	
conventionné	100 % FR
non conventionné	100 % BR
Frais d'accompagnement enfant de moins de 12 ans par jour	100 % FR
Chambre Particulière y compris Maternité, hors ambulatoire, par jour	4 % PMSS
Chambre Particulière en ambulatoire	1.50 % PMSS
Maternité	BASE
Indemnité naissance simple	15 % PMSS
Majoration par enfant supplémentaire	15 % PMSS
Indemnité d'adoption (présentation du jugement d'adoption)	15 % PMSS
Soins courants	BASE
Actes médicaux	
Médecin généraliste	
adhérent à un DPTAM	100 % BR
non adhérent à un DPTAM	100 % BR
Médecin spécialiste	
adhérent à un DPTAM	200 % BR
non adhérent à un DPTAM	180 % BR
Petite chirurgie et actes de spécialité	
Médecin adhérent à un DPTAM	200 % BR
Médecin non adhérent à un DPTAM	180 % BR
Radiologie et Imagerie Médicale	
Médecin adhérent à un DPTAM	100 % BR
Médecin non adhérent à un DPTAM	100 % BR
Honoraires paramédicaux	100 % BR
Analyses et examens de laboratoire	100 % BR
Pharmacie prescrite prise en charge par le RO	100 % BR
Vaccins prescrits non pris en charge par le RO, par an et par personne assurée	80% FR dans la limite de 200 €
Matériel médical	
Prothèses médicales et orthopédiques (hors aides auditives) prises en charge par le RO	200 % BR
Frais de transport du malade en véhicule sanitaire	100 % BR
Pack Bien être, par an et par personne assurée,	150 € / an / bénéficiaire limité à 50€ / acte
- Dépistage non remboursé : cancer du col de l'utérus, infections urinaires, cancer du colon, polyarthrite rhumatoïde, ostéoporse, bilan allergique	Inclus
- Prévention soleil enfant < 16 ans	Inclus
- Ostéodensitométrie osseuse	Inclus
- Patch anti douleur enfant < 16 ans	Inclus
- Bilan nutritionnel sur la 1ère séance	Inclus
- Vaccin anti grippe	Inclus
- Actes non remboursés et sur prescription médicale : Analyses, médicaments, médicaments homéopathique, contraceptif, spermicide, contraception d'urgence, préservatifs masculins et féminins, test de grossesse	Inclus
- Pédicure, Podologie	Inclus
-	
Ostéopathie/Chiropractie/Etiopathie/Acupuncture/psychothérapie/sophrologie/Psycho motricité/ Psychologie/Micro-kinésithérapie/Phytothérapie/Réflexologie/Luminothérapie	Inclus
- Diététicien	Inclus
- Sevrage tabagique	Inclus
- Dermatologie sur les actes hors nomenclature et sur prescription médicale	Inclus
- Basse Vision (loupe, agrandisseur)	Inclus
- Prise en charge du club sportif limités aux adultes > 18 ans (assurés et conjoint)	Inclus



Cures thermales prises en charge par le RO (y compris hospitalisation)	
Forfait frais médicaux, de transport et d'hébergement	10 % PMSS
Frais d'hospitalisation et actes médicaux	
médecin adhérent à un DPTAM	100 % BR
médecin non adhérent à un DPTAM	100 % BR
<b>Aides auditives</b>	<b>BASE</b>
Prise en charge d'une aide auditive par oreille par période de 4 ans	Pris en charge
Equipements 100 % santé <sup>(2)</sup>	
Equipements hors 100 % santé	
Prothèses auditives prises en charge par le RO	25 % PMSS + 100 % BR
<b>Optique</b>	<b>BASE</b>
Prise en charge d'un équipement (une monture et deux verres) par période de deux ans pour les adultes et enfants de 16 ans et plus (sauf évolution de la vue, un par an, et sauf situation médicale particulière entrant dans la liste des cas de renouvellements anticipés autorisés, sans délai) <sup>(3)</sup>	
Équipement 100 % santé	Pris en charge
Equipements hors 100 % santé	
Équipement optique : 1 monture et 2 verres	
Lentilles prises en charge par le RO, par an et par personne assurée	100 % BR
Lentilles prescrites non prises en charge par le RO, par an et par personne assurée	145 €
Chirurgie réfractive (correction des défauts visuels), par an	500 €
Adaptation de la prescription médicale de verre correcteur par l'opticien	
<b>Dentaire</b>	<b>BASE</b>
Soins et prothèses 100 % santé <sup>(2)</sup>	Pris en charge
Soins et prothèses hors 100 % santé	
Soins et Inlay / Onlay	100 % BR
Prises en charge par le RO (y compris provisoires)	300 % BR
Non prises en charge par le RO, par prothèse	360 €
Implantologie dentaire et parodontologie, par an et par personne assurée	
Implantologie dentaire, par an et par personne assurée	500 €
Orthodontie	
Prise en charge par le RO	300 % BR
Non prise en charge par le RO, par semestre et par personne assurée	390 €
<b>Prévention et santé au quotidien</b>	<b>BASE</b>
Option Assistance	Inclus

1 : Cette prestation concerne uniquement le forfait journalier hospitalier facturé par les établissements de santé, et non pas celui facturé par les établissements médico-sociaux.

2 : Tels que définis réglementairement et visés à l'article R. 871-2 du code de la Sécurité sociale.

3 : Et, par période d'un an pour les enfants de moins de 16 ans et par période de 6 mois pour les enfants jusqu'à 6 ans en cas de mauvaise adaptation de la monture à la morphologie du visage de l'enfant entraînant une perte d'efficacité du verre correcteur ; et sans délai pour les enfants de moins de 16 ans en cas d'évolution de la vue ou situation médicale particulière entrant dans la liste des cas de renouvellements anticipés autorisés. Les cas pour lesquels un renouvellement anticipé est prévu, notamment en cas d'évolution de la vue, figurent dans la liste mentionnée à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale.

<b>GRILLE CONTRAT RESPONSABLE (Adulte)</b>	<b>BASE</b>	
Classification verre – Contrat responsable	Forfait 1 verre	Forfait monture
Verre simple	100 €	100 €
Verre complexe	170 €	100 €
Verre très complexe	230 €	100 €
<b>GRILLE CONTRAT RESPONSABLE (Enfant)</b>	<b>BASE</b>	
Classification verre – Contrat responsable	Forfait 1 verre	Forfait monture
Verre simple	100 €	100 €
Verre complexe	170 €	100 €
Verre très complexe	230 €	100 €



Pour aider vos salariés à maîtriser leurs dépenses, ils bénéficieront du réseau de soins itélis.